



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Vendredi 22 juin 2012
Numéro 118

Médiarama, www.alintiqad.com

L'événement

La Russie reprend l'initiative et chasse sur les terres américaines

Après avoir freiné l'offensive politico-diplomatique lancée par les puissances occidentales à partir du 25 mai, au lendemain du massacre de Houla, pour tenter d'imposer de nouvelles réalités dans le dossier syrien, la Russie a repris l'initiative. Tandis que les préparatifs pour l'organisation d'une conférence internationale sur la Syrie se poursuivent, Moscou a réaffirmé son refus de la logique occidentale selon laquelle toute solution politique doit commencer par le départ du président Bachar al-Assad. La Russie a par ailleurs exprimé sa détermination à livrer à Damas des hélicoptères de combat Mi25, alors que le président Vladimir Poutine s'apprête à effectuer une visite historique au Proche-Orient, chasse-gardée des Etats-Unis (Voir par ailleurs).

En contrepartie, Washington tente d'exploiter la défection en Jordanie d'un pilote de chasse syrien pour exercer des pressions psychologiques sur l'armée, menaçant les officiers de poursuites judiciaires pour les encourager à faire dissidence. Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a ainsi déclaré que "le schéma selon lequel le président Assad devrait partir avant que quelque chose se produise du point de vue de la fin de la violence et d'un processus politique, ne fonctionne pas depuis le début, il est irréalisable parce qu'il ne partira pas", a déclaré M. Lavrov. "Il faut comprendre que pour Bachar al-Assad, quoi qu'on pense des élections passées, pour son parti et sa politique ont voté au moins la moitié des Syriens qui, pour différentes raisons, voient en lui leur avenir et leur sécurité. "Notre logique n'a pas été ébranlée", a ajouté le chef de la diplomatie russe. "Dans le cas de la Syrie, le scénario libyen ne passera pas. Nous nous en portons garants. Aussi faut-il se mettre à la table des négociations. Nous devons obtenir un cessez-le-feu et faire en sorte que les parties adverses se mettent à négocier", a souligné M. Lavrov.

Ces propos démentent les déclarations de plusieurs dirigeants occidentaux qui avaient affirmé ces derniers jours que la Russie avait infléchi sa position. Pendant ce temps, le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch, a indiqué que "des contacts préparatoires ont eu lieu les 19 et 20 juin à Genève en vue d'organiser une conférence internationale sur la Syrie. De tels contacts se poursuivront dans les jours qui viennent", a-t-il précisé. Pour sa part, l'ambassadeur des Etats-Unis en Syrie, Robert Ford, a lancé un appel dans une lettre ouverte aux soldats syriens mise en ligne sur sa page Facebook, les incitant à faire défection. "La majorité de l'armée agit comme une force majeure de déstabilisation. Les images de bâtiments détruits par l'artillerie lourde à Homs ne sont qu'un exemple", selon lui.

Les Etats-Unis et la communauté internationale "vont travailler avec les citoyens syriens pour identifier les membres de l'armée responsables de ces violences et faire en sorte qu'ils rendent des comptes", indique M. Ford. En conséquence, "les troupes syriennes devraient reconsidérer leur soutien à un régime qui est en train de perdre la bataille. Hauts gradés et soldats ont un choix à faire", a-t-il écrit. Au Vatican, le pape Benoît XVI a lancé jeudi un appel à la cessation de toutes violences en Syrie, où un "conflit généralisé" menace, qui pourrait "avoir des conséquences fortement négatives pour le pays et toute la région" (Voir par ailleurs).

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

L'ordre mondial sera défini par le règlement de la crise syrienne

An Nahar (Proche du 14-Mars)

Les concertations secrètes de Sleiman avec les 17: le "manifeste de Baabda-2", un cadre pour les armes

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

Moscou: non au départ d'Assad

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Joumblatt à Al-Joumhouria: transporter Assad dans le désert de Luth

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

Défection d'un pilote de chasse syrien, une première en 15 mois de révolte

Al Ahram (Quotidien étatique égyptien)

Les accusations de fraudes hantent les élections présidentielles

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

L'Egypte retient son souffle avec la multiplication des indices sur une confrontation entre les Frères et le Conseil militaire

Al Joumhouria

Ali Husseini, journaliste libanais proche du 14-Mars

En dépit de la situation libanaise, difficile à plus d'un égard, Walid Joumblatt a une vision quelque peu optimiste, susceptible de maintenir le Liban à l'écart des tiraillements internes et externes. Partant de cette approche, il appelle à une solution politique apaisante pour le pays, même si celle-ci intervient au détriment de toutes les forces politiques. Aussi, le chef du Parti socialiste progressiste (PSP) pense qu'il est possible de surmonter les problèmes auquel le pays est confronté, notamment au niveau gouvernemental, du moment que les intentions sont bonnes.

M. Joumblatt a affirmé qu'il restait au gouvernement "jusqu'à nouvel ordre" tout en critiquant les appels du 14 Mars à une démission du Cabinet. "Je n'ai aucun problème à ce qu'ils reprennent le pouvoir", a-t-il dit, ajoutant que pousser au départ du gouvernement dans les circonstances actuelles mènerait à une détérioration de la situation politique et sécuritaire. "Accepteraient-ils de porter ce fardeau? A moins qu'ils n'aient une solution magique pour résoudre la crise dans le pays", s'est demandé M. Joumblatt.

Evoquant le problème de l'électricité, le chef du PSP a dit qu'"Il est temps que l'on assume nos responsabilités". "Il existe des prêts à taux bonifiés du Koweït, d'autres pays et des compagnies privées qui sont prêts à financer la construction de nouvelles centrales", a ajouté le député du Chouf. Il a rappelé au passage que le problème de l'électricité était technique et non politique. "La mauvaise gestion par un parti oblige les citoyens à rester dans le noir, ne leur laissant comme unique choix que de brûler des pneus pour dénoncer cette politique", a-t-il indiqué.

Al Akhbar

Nicolas Nassif, journaliste libanais indépendant

Des responsables libanais relèvent une corrélation entre les récents incidents sécuritaires qui se sont produits au Liban et la crise qui secoue la Syrie. Ces responsables estiment que l'évolution de la situation au Liban est rythmée par les répercussions de la crise syrienne. Celle-ci est appelée à durer longtemps, beaucoup plus que prévu par certains analystes et observateurs.

Les mêmes sources soulignent que cette relation étroite est illustrée par le discours des différents partis libanais dont certains n'hésitent pas à approfondir les divergences autour des événements en Syrie. Ils prennent, en effet, des positions en flèche contre le régime du président Bachar al-Assad, soulèvent le dossier des armes du Hezbollah, et tentent d'exacerber les tensions en attisant les troubles internes provoqués par les crises sociales. Des observateurs relèvent plusieurs événements qui s'inscrivent dans le cadre des tentatives visant à saper la stabilité au Liban: les tentatives d'impliquer l'Armée libanaise dans les conflits politiques; le timing choisi par les réfugiés palestiniens pour exprimer leur ras-le-bol vis-à-vis des strictes mesures de contrôle prises par l'armée n'est pas innocent; la recrudescence des manifestations et de la fermeture des routes à l'aide de pneus brûlés; ce blocage des axes artères exacerbe les divisions et augmente les crispations, ce qui pourrait mener à des débordements et au désordre.

ILS ONT DIT...

Benoit XVI, pape de l'Église catholique romaine

"J'affirme ma proximité aux

grandes souffrances des frères et des sœurs de Syrie, en particulier des petits innocents et des plus faibles et demande que ne soit épargné aucun effort pour la paix. Que notre prière, notre engagement et notre fraternité aident les Syriens à ne pas perdre la lumière de l'espérance en ces moments d'obscurité. J'élève aussi un pressant et douloureux appel pour que, face au besoin urgent de la population, soit garantie la nécessaire assistance humanitaire.

Ali Fayad, député du Hezbollah

"Nous avons appelé à maintes

reprises à discuter de la stratégie de défense à la table du dialogue et nous n'avons aucune crainte à ce sujet. Mais si nous voulons prendre en compte les problèmes auquel est confronté le pays, notre priorité devrait être de renforcer et de protéger l'Armée libanaise, afin qu'elle puisse remplir son rôle convenablement. Car il existe un plan méthodique visant à neutraliser le rôle de l'armée.

Général Mounir Maqdash, chef du QG du Fatah au Liban

"Les Palestiniens et l'Armée

libanaise sont dans une même tranchée face à l'occupation israélienne. Les médias doivent faire preuve de prudence et de précision en rapportant les nouvelles concernant les camps de réfugiés palestiniens, car certaines informations ont failli provoquer une fitna. Et les autorités libanaises doivent supprimer le dispositif et les mesures de sécurité dans le camps de Nahr al-Bared.

Chakib Cortbaoui, ministre de la Justice (Bloc Aoun)

"Concernant les détenus

islamistes, tous ne sont pas innocents ou coupables. L'acte d'accusation va être publié dans la semaine qui vient.

Fatwa chiite contre la fermeture des routes

Le quotidien An Nahar indique que le Hezbollah et le Mouvement Amal réalisent la gravité de la poursuite du phénomène de fermeture des routes, notamment celles menant à l'aéroport de Beyrouth. Des dignitaires religieux proches des deux partis ont émis une fatwa interdisant la fermeture des axes routiers. Ce décret religieux a été distribué aux associations civiles et aux municipalités pour qu'elles en informent les citoyens.

Raï souhaite rapprocher Aoun et Sleiman

Le quotien Al Akhbar rapporte que le Patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, a insisté auprès du député Ibrahim Kanaan, qu'il a reçu hier, sur la nécessité d'améliorer les relations entre le leader du CPL, Michel Aoun, et les président de la République, Michel Sleiman. Le souci du prélat est de renforcer la présence des chrétiens dans l'administration publique.

Les Saoudiens du Liban invité à partir?

Une source de l'ambassade d'Arabie saoudite à Beyrouth, citée par la LBC, a démenti que Ryad ait demandé à ses ressortissants de quitter le Liban. Le quotidien Al Akhbar avait indiqué que le royaume wahhabite avec demandé aux Saoudiens de quitter le Liban avant fin juin. "Ceux qui ne se conforment pas à cette décision peuvent rester sous leur propre responsabilité", rapporte le journal en citant des source de l'ambassade.

Agence France presse

Le président russe Vladimir Poutine effectuera la semaine prochaine des visites en Israël, dans les territoires palestiniens et en Jordanie, une rare tournée du dirigeant du Kremlin dans la région. Accompagné d'une délégation de 300 personnes, il arrivera le lundi 25 juin en Israël pour une visite d'Etat. Aussitôt après son arrivée, il se rendra à Netanya, au nord de Tel-Aviv, pour inaugurer un monument érigé à la mémoire des soldats de l'Armée rouge qui ont contribué à la victoire sur les nazis durant la Seconde Guerre mondiale.

Dans la foulée, M. Poutine aura à Jérusalem un déjeuner de travail avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu. En début de soirée, il rencontrera le président Shimon Peres puis participera à une soirée de gala à la présidence israélienne. Mardi, il se rendra à Bethléem, en Cisjordanie, pour inaugurer un centre culturel russe. Selon une source à la présidence de l'Autorité palestinienne et le Kremlin, M. Poutine rencontrera le même jour le président Mahmoud Abbas à Ramallah en Cisjordanie. Il ira ensuite en Jordanie pour des entretiens avec le roi Abdallah II.

Il s'agit de la première visite de M. Poutine au Proche-Orient depuis sa réélection à la présidentielle russe en mai.

En avril 2005, il avait été le premier dirigeant du Kremlin à effectuer une visite d'État en Israël depuis la création de l'État hébreu en 1948.

Une lutte d'influence au Proche-Orient a toujours opposé la Russie aux États-Unis, deux membres du Quartette international pour le processus de paix israélo-palestinien dans l'impasse depuis près de deux ans.

Israël et la Russie entretiennent des relations étroites, en particulier en raison de la présence en Israël d'une communauté de plus d'un million de personnes originaires de l'ex-URSS.

L'Orient-Le Jour

Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche de la majorité

Un député de la majorité affirme que tous les ingrédients d'une nouvelle guerre au Liban sont prêts, surtout avec les tentatives de paralyser l'armée, mais celle-ci n'aura pas lieu parce que les grands groupes ne la souhaitent pas. À leur tête, le Hezbollah qui réussit à déjouer les pièges visant à l'entraîner vers un affrontement à l'intérieur. Le député ajoute que le secrétaire général du parti chiite a donné des instructions très claires à tous ses partisans de refuser de se laisser entraîner dans une riposte violente quelle que soit la nature des provocations qu'ils subissent. En dépit des pressions exercées sur lui d'abord avec le dossier des armes de la résistance, puis dans le cadre du dossier syrien et enfin avec l'enlèvement des onze pèlerins, il refuse de répondre à toutes les accusations portées contre lui tantôt d'aider le régime syrien et tantôt d'armer des groupes au Nord ou ailleurs. Le Hezbollah est en effet convaincu que la déstabilisation du Liban ne peut que lui nuire et servirait les intérêts d'Israël. Il est donc l'un des plus impliqués dans la réclamation de la poursuite du dialogue. Dans le camp opposé, le courant du Futur, qui a montré à Tarik Jdidé qu'il a des armes et est prêt à les utiliser, ne veut pas non plus d'une guerre. Tout en adoptant des positions en flèche contre le régime syrien, le courant du Futur ne peut pas se dresser contre la mouvance islamiste qui a le vent en poupe dans le monde arabe, mais il ne peut pas non plus se placer sous son aile. Il joue donc l'accalmie et préfère participer au dialogue. Chez les chrétiens, le courant aouniste n'est pas armé et refuse de se transformer en milice. Les Forces libanaises et les Marada, ainsi que le PNSS, qui ont sans doute des structures miliciennes, savent qu'une aventure militaire serait très impopulaire auprès des chrétiens et se heurterait forcément à l'armée, même affaiblie. Il ne reste donc, de part et d'autre, que certains petits groupes qui peuvent créer des incidents, mais ne peuvent pas provoquer une guerre civile à ce stade.